

Macron en Belgique : une courte visite d'Etat qui « va à l'essentiel »

► Emmanuel et Brigitte Macron vont passer 28 heures en Belgique. Une visite d'Etat condensée, 47 ans après celle du couple Pompidou.
► Un déplacement symbolique et protocolaire.
► Mais qui se veut aussi « utile » et « efficace ».

S ortez les tapis rouges, les drapeaux tricolores et les couverts en argent ! Emmanuel et Brigitte Macron sont en visite d'Etat en Belgique, ces 19 et 20 novembre. Un événement, puisqu'il faut remonter 35 voire 47 ans en arrière pour trouver la précédente visite d'Etat française en Belgique – tout le monde ne cite pas la même date pour cause de vocable protocolaire différent (lire ci-contre).

Une chose est sûre : c'est le roi Philippe qui a invité Emmanuel Macron en Belgique dans la foulée de son élection. Invitation rapidement acceptée par l'Élysée. Mais au fait : une visite d'Etat, kessako ?

1 Une visite d'Etat, c'est d'abord beaucoup de protocole Où qu'elle se passe, une visite d'Etat n'échappe pas à la « cérémonie officielle d'accueil ». En l'occurrence, celle-ci se déroule place des Palais, devant le Palais royal de Bruxelles, en présence de quatre pelotons de la Défense, de la musique militaire et de la garde royale à cheval. Ensuite, autre obligation : la photo officielle. Philippe et Mathilde, et Emmanuel et Brigitte Macron poseront dans la Grande Galerie du Palais.

Le midi, place à un déjeuner privé entre les deux couples au Palais. Mais « le » moment phare, protocolairement parlant, a lieu

lundi soir au château de Laeken : le classique banquet d'Etat en présence de 172 invités (dont plusieurs représentants du monde culturel). Robes longues et habits sont de sortie.

Pour remercier le couple hôte, il est de coutume (pas obligatoire) que le couple invité offre ce que l'on appelle une « prestation retour », soit une autre soirée VIP. Lorsqu'ils sont en visite d'Etat à l'étranger, Philippe et Mathilde convient ainsi généralement 200 Belges et locaux à un concert suivi d'un walking diner. Macron ne proposera pas de prestation retour, mais une réception à Bozar pour les Français de Belgique.

2 Une visite d'Etat, ce sont aussi des sorties ciblées Une visite d'Etat ne se déroule pas que dans la capitale. Les pays hôtes aiment profiter de sa visibilité pour montrer différentes facettes du pays, culturelles ou socio-économiques. D'autant que des journalistes, hauts fonctionnaires et CEO accompagnent la délégation. Media Participations, BNP, Axa, Engie, Orange et Puresentiel seront ainsi représentés, outre 6 députés et sénateurs des Ardennes françaises et du Nord.

Chez nous, la découverte de ces talents belges se déclinera par Région. Escalade culturelle à Gand, lundi, avec la découverte du travail de restauration de l'Agneau mystique par une équipe franco-belge, au Musée des Beaux-Arts.

Puis passage à l'Hôtel de ville pour une rencontre avec quelques patrons.

Ensuite, direction Molenbeek – tout un symbole après les accusations de laxisme belge dans la foulée des attentats de Paris – pour une visite du centre de création « La Vallée », où artistes, spécialistes de la com et du web, agriculteurs urbains... développent leurs activités.

Enfin direction le Brabant wallon. Où les first ladies se rendront à « La Maisonnée » à Ittre, un service résidentiel pour adultes avec un handicap – une demande fran-

çaise. Le président Macron allant, lui, débattre, en compagnie du Premier ministre Charles Michel, avec 1.000 étudiants en sciences politiques internationales à Louvain-la-Neuve. Sans conteste « le » moment original de la visite. D'autant, nous jure-t-on, que « les étudiants n'ont pas été triés ni screenés, et qu'ils auront le temps de poser beaucoup de questions, questions qui ne sont pas connues à l'avance et ne doivent pas être politiquement correctes. »

3 Une visite d'Etat, ce sont enfin des rencontres politiques D'ordinaire, ces entretiens se succèdent d'entrée de jeu : avec le président ou le Roi, le Premier ministre, les présidents d'assemblée au Parlement, le maire à l'Hôtel de ville. Mais chez nous, le parlement et l'Hôtel de ville de Bruxelles ont été zappés. En cause, le très court séjour du couple présidentiel français sur notre sol : une dizaine d'heures utiles entre les trajets, sur 28 heures en tout, au lieu des classiques deux jours et demi pour une visite d'Etat en Europe, qui étaient initialement prévus.

A Bruxelles, ces rencontres politiques sont donc regroupées « tout en un » : le Premier ministre Michel et le président Macron se rencontrent au Palais d'Egmont, lundi midi, chacun accompagnés de trois ministres. L'occasion d'une autre tradition : la signature d'accords, ici dans le domaine du transport et de l'emploi transfrontaliers, peut-être des transactions fiscales.

4 Mais au fond : à quoi ça sert ? Quelle peut être la valeur ajoutée d'une telle visite d'Etat entre deux pays voisins, qui se fréquentent quasi mensuellement au niveau européen ou bilatéral ? Bien sûr, répond-on, Emmanuel Macron vient souvent à Bruxelles, mais pour des visites éclairs et sans sortir de la capitale. « Ici, il prend le temps de s'arrêter, de rencontrer d'autres personnes, comme les ministres-présidents,

ou de visiter d'autres villes. Outre que ces visites d'Etat ont un caractère un peu exceptionnel, puisqu'il n'y en a qu'une du même pays par règne, sauf exception. »

En fait, résume un diplomate, « la valeur ajoutée de cette visite d'Etat est triple : elle met en relief la qualité de la relation, c'est important avec ce grand pays dont nous partageons la langue ; elle permet de resserrer les liens avec un Etat qui a une politique européenne dans la tradition de la

notre ; et une bonne visite a toujours des effets économiques. » Donec : « Si on n'avait pas ces visites d'Etat, on les inventerait ! »

Une source gouvernementale abonde : « La valeur ajoutée est diplomatique et symbolique : d'importantes délégations se déplacent, ce qui favorise les rencontres et représente un momentum pour concrétiser des dossiers ; et l'on démontre aux opinions publiques que nos pays sont amis et alliés. Enfin, cela permet de faire rayonner des facettes moins connues du pays, notre savoir-faire, notamment culturel. »

Conclusion ? « L'ambition est vraiment de faire de ce voyage une visite utile. Emmanuel Macron voulait quelque chose d'efficace. » Reste que, comme souvent, son organisation n'a pas été une sinécure. D'autant que « la visite étant assez courte, il fallait aller à l'essentiel ». Plusieurs versions du programme ont donc défilé. « Le staff de Macron, c'est une véritable machine de guerre. On a forcément dû changer l'agenda à plusieurs reprises mais rien d'insurmontable ou d'inhabituel », sourit un diplomate français. Un collègue belge le dit à la belge : « Comme toujours avec les Français, l'organisation est compliquée, car c'est un pays proche et son président est très visible. Donc tout est millimétré et les équilibres doivent être préservés. Je n'ai jamais connu autre chose. Mais malgré les énervements, les tiraillements, ça finit toujours par baigner dans l'huile ! » ■

MARTINE DUBUISSON

Macron-Michel Complicité générationnelle et entente européenne

Le 7 mai 2017, Emmanuel Macron est élu président de la République française. Dépités, les soutiens de Marine Le Pen éteignent leur téléviseur alors que les europhiles poussent un soupir de soulagement. En Belgique, on imagine Charles Michel le visage barré d'un large sourire. Dix-huit jours plus tard, le Premier accueille le centriste à Bruxelles sans cacher un plaisir évident. Et pour cause, les deux hommes cumulent les points communs. Outre l'âge – ils ont deux ans d'écart (le Français a 40 ans, le Belge 42) –, ils partagent des convictions libérales similaires et ont tous deux misé avec force sur la relance d'un projet européen.

« Leur relation est effectivement très proche, confesse une source gouvernementale. Dès leur rencontre, chez Stéphane Bern (l'animateur français avait organisé avant le premier tour de l'élection présidentielle un repas avec le couple Macron, Charles Michel et le Premier ministre luxembourgeois Xavier Bettel, NDLR), on a constaté un sentiment spontané d'estime réciproque. Sur beaucoup de points, la vision était similaire, notamment sur cette volonté de réformer. » « Il y a une proximité personnelle, générationnelle sans doute et aussi une proximité doctrinale et idéologique européenne, confirme-t-on du côté de l'Élysée. Sur la plupart des sujets de réformes européens (réforme de la zone euro, notamment), nous sommes d'accord, nous avons aussi surmonté nos divergences (sur la taxation numérique). La vision générale est commune. C'est une proximité essentielle. »

Une bonne relation donc, grandement liée à « un effet de génération, relève le politologue Pascal Delwit (ULB). Avec Xavier Bettel et même dans une

certaine mesure Mark Rutte, Macron et Michel forment un groupe d'hommes libéraux globalement de la même tranche d'âge aux références relativement similaires. Une forme de complicité s'est installée. » Une complicité nourrie par de fréquentes rencontres. Encore début septembre, ce même « club » de libéraux s'est rencontré près de Luxembourg pour évoquer les grands sujets de l'actualité européenne : la politique migratoire, le budget européen, l'avenir de la zone euro, le Brexit, la défense européenne... Une nouvelle démarche de rapprochement facilitée, dans le cas franco-belge, par l'aisance des relations entre Michel et Macron : « Je caricature un peu, mais ne pas passer par

17 ambassadeurs et 14 secrétariats... cela change tout, glisse-t-on au 16, rue de la Loi. Ils s'appellent, s'échangent des SMS. Le président français est quelqu'un de très accessible pour ses collègues européens, il a une grande capacité d'écoute, de débat, de réflexion. »

Un élan européen parfois « prudent » côté belge

Un changement radical en comparaison au climat diplomatique tendu après les attentats de Paris en 2015. « Les relations entre la Belgique et la France se sont complètement fluidifiées, poursuit une source gouvernementale. L'époque, sous le précédent président, [François Hollande, NDLR] où la France tentait de culpabiliser la Belgique sur les questions sécuritaires est révolue. » Une référence aux propos polémiques tenus par l'ancien magistrat français Alain Marsaud (qui avait déclaré : « La naïveté des Belges nous a coûté 130 morts ») que François Hollande n'avait pourtant jamais approuvés. « Sur le volet sécuritaire, aucun autre pays n'a une proximité aussi impor-

tante que la Belgique et la France : nous avons des équipes conjointes ! », précise-t-on au 16.

Le dossier du remplacement des F-16 n'aurait donc rien changé aux bonnes relations entre la France et la Belgique ? « Les Français font la part des choses,

assure une autre source gouvernementale. Le dossier a d'ailleurs été initié avant Macron. Pour les Français, les ventes d'armes relèvent de la négociation d'Etat à Etat. Pour nous, c'était un appel d'offres. » En résumé, ce n'est pas parce que l'on est des pays voisins et amis... que l'on est toujours d'accord sur tout. « France-Belgique, c'est une bonne relation, mais chacun est néanmoins contraint par son cadre national, en témoigne l'affaire des F-35, analyse Pascal Delwit. Dans l'histoire des relations entre la France et la Belgique, il y a eu et il y a encore régulièrement des formes de réticences d'acteurs politiques et économiques néerlandophones. C'est un élément avec lequel tout acteur politique francophone doit compter. Cela n'est un secret pour personne que Charles Michel doit composer avec ses collègues du CD&V, de l'Open VLD et de la N-VA. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que le parti de Bart De Wever n'est pas le grand ami d'un Etat jacobin français. Dans l'arbitrage du renouvellement des F-16, le point de vue de la N-VA a prévalu de manière nette. » Une influence qui s'imprime, selon le politologue, sur la politique européenne belge : « La Belgique est aujourd'hui bien plus frileuse qu'elle ne l'était dans les années 80. [...] Il est clair qu'il y a un changement majeur depuis 2014. Sur les projets de relance européens tels que les envisage Macron, il y a une prudence assez importante de la Belgique. » ■

MARINE BUISSON
et JOËLLE MESKENS (à Paris)

TRAFIC**Petites perturbations en vue à Bruxelles**

Si, comme à leur habitude, les zones de police impliquées dans la sécurité du parcours présidentiel ainsi que le centre de crise fédéral ne souhaitent pas communiquer sur les détails du dispositif policier qui sera mis en place pour la visite du couple présidentiel français, la Stib fait quant à elle déjà savoir que plusieurs perturbations sont à prévoir sur son réseau, principalement le lundi. « On doit s'attendre à d'importantes perturbations entre Trône et le centre-ville entre 5h30 et 13 h », en marge du passage du président français au Palais royal, explique Cindy Arents, porte-parole de la Stib. Des embarras de trafic et des déviations sont prévus sur les lignes de bus 27, 38, 71 et 95, tandis que la circulation des trams 92 et 93 sera quant à elle complètement interrompue au niveau de la rue Royale entre 11 h et 12h30, puisqu'une portion de l'artère sera momentanément bloquée. La visite prévue le mardi au centre La Vallée à Molenbeek devrait quant à elle générer beaucoup moins de perturbations, estime la Stib.

Le niveau de menace pour cette visite du président français est de 3 sur 4 (« menace possible et vraisemblable »), comme pour la visite du président turc Erdogan ou américain Trump.

A.S.

HISTORIQUE**1997, 1983 ou 1971 ?**

A quand remonte la dernière visite d'Etat française en Belgique ? Au gouvernement, on cite 1997, sous la présidence de Jacques Chirac. Mais c'était un déplacement d'un jour, qui n'avait pas ce statut. Le Palais pointe celle de trois jours de François Mitterrand en 1983... tout en précisant « qu'elle avait été qualifiée à l'époque de "visite officielle". Mais on la considère comme une visite d'Etat car elle en comprenait tous les volets ». Voilà pourquoi l'Elysée cite une troisième date, 1971, sous Georges Pompidou... tout en ajoutant que le protocole français considère ce voyage comme une « visite officielle », alors que les Belges parlent de visite d'Etat. Pas facile de mettre tout le monde d'accord !